

« THERE IS NO ALTERNATIVE »

**Ou quand une confusion politique en cache une
autre**

**Réponse à la tribune « La critique de gauche du
pass sanitaire se perd dans une impasse
confusionniste » de Philippe Marlière, in *Le
Nouvel Observateur*, 14 août 2021.**

Les Presses du Radeau

21 août 2021

19 novembre 2023, pour la note d'intention (mise à jour le 26 mai 2026).

CC BY-NC-SA (certains droits réservés, mais toute diffusion non commerciale encouragée)

<https://les-presses-du-radeau.over-blog.com/>

Note d'intention :

Plus de deux ans ont passés depuis la première publication de cette tribune. À peu près à mi-parcours de ce laps de temps, cette même tribune a déjà fait l'objet d'un reniement sinon complet, du moins partiel sous une forme humoristique, au sein du projet Babel Dada, l'opération de terrorisme poétique du Groupe Surréaliste du Radeau & Google Translate Associés (*Cannibabel Dada II : Really no alternative*, Les Presses du Radeau, 2022). Il s'agit même pour ainsi dire de la seule véritable parodie, auto-parodie en l'occurrence, au sein du projet Babel Dada, qui relève plutôt du pastiche, entre hommage et dérision. On n'est jamais aussi cruel qu'envers soi-même.

(Du moins c'est ce que prétendent les Poètes du radeau, car les Presses tiennent toujours à la réputation de grand sérieux dans le travail linguistique et de traduction du projet Babel Dada, mais c'est une autre histoire déjà évoquée plusieurs fois par ailleurs.)

Les raisons de cette auto-parodie étaient évoquées dans l'avant-propos : regrets de la naissance malencontreuse d'une tribune dans l'urgence des réseaux sociaux. De sorte que les deux brochures sont, finalement, de purs produits d'Internet.

Les traduction de Babel Dada étant toujours bilingue ou multilingue, le « bon » français côtoyant toujours les *dialectes futurs* ou *nouvellement révélés*, et le premier représentant le cas échéant le texte original, la question de conserver la présente tribune au catalogue se posait. Cette première mouture est conservée pour l'essentiel en tant que document, permettant un accès un tant soit peu aisé au texte, et en éclairant davantage le contexte d'élaboration dans l'avant-propos qui suit, déjà présent dans la première édition. Et puis il y a une autre raison, plus terre-à-terre, de ne pas supprimer la présente brochure.

En tant que tribune politique, les Presses du Radeau considèrent que ce document, comme un chercheur vous dirait de certains livres savants, est à prendre avec des pincettes, mais pas à fuir. Les Presses, et surtout l'auteur anonyme de la tribune, peuvent très bien avoir une idée précise des idées qui leurs semblent rester pertinentes et d'autres qui ne seraient qu'approximations, erreurs, raccourcis, confusions. Mais personne ne le précisera au lecteur, et que cette note d'intention soit claire : il s'agit pour les Presses du Radeau de ne plus se sentir obligé de répondre aux polémiques que ce texte pourrait encore susciter s'il rencontrait une plus large audience. Il relève d'une autre époque des Presses, et d'une autre époque de l'Histoire immédiate en général. Pourquoi donc le conserver ? En-dehors de l'auto-parodie ultérieure, qui l'intègre dans l'histoire des Presses du Radeau, la raison plus terre-à-terre évoquée plus haut est que le texte a circulé sur Internet entre sa parution et l'ajout de la présente note d'intention, de sorte que le retirer du catalogue n'a aucun

sens : il aurait fallu ne jamais le mettre en ligne en licence Creative Commons. En-dehors de cela, les Presses du Radeau ne répondent plus de ce texte, et leur abandon ira jusqu'à ne pas corriger les fautes de frappes, qui paraît-il changeaient le sens de certains passages, mais qui en même temps ont conditionné la parodie algorithmique du projet Babel Dada.

Que ceci soit dit si les Presses se relancent dans la politique. Elles s'efforceront de le faire plus sérieusement, pour des textes qu'elles compteront défendre encore longtemps, en accord avec leur idéal libertaire. Lequel demande *a minima* de prendre son temps.

Avant-propos :

Ce texte, destiné à afficher enfin avec sérieux, à défaut de radicalité, la dimension politique de la Révolution Surréaliste prônée par le Groupe du Radeau, suivant le principe de Benjamin Péret ne pas sacrifier la lutte révolutionnaire concrète à la tour d'ivoire, pas plus que la poésie à l'engagement de circonstance, a été publiée originellement par l'administrateur de notre page Facebook, sur son mur personnel, en audience exceptionnellement publique.

Ce média ne doit pas sembler une vulgaire compromission. Un Groupe Surréaliste sur Internet en est déjà une, que d'aucun prendrait pour une hérésie. Sortir ce texte du réseau social, sur un format plus agréable, moins surveillé mais aussi virtuellement plus pérenne, est le minimum à l'époque où il est nécessaire de sortir les idées d'Internet. Inversement, cette dernière nécessité relativise la

diabolisation du réseau. Aussi les Presses du Radeau n'ont-elles pas retouché le texte et ont-elles préservé sa forme spécifique au support, jusque dans leurs navrantes limites typographiques, titres et sous-titre exceptés.

« THERE IS NO ALTERNATIVE »

Ou quand une confusion politique en cache une autre

Je fais aujourd'hui deux exceptions dans mon usage coutumier de Facebook : publier un statut public et voué à le rester, dans l'espoir qu'il tourne le plus possible sur le réseau et même en dehors, (je désactiverai en revanche les commentaires, car je n'ai pas le temps et l'énergie pour modérer insultes ou messages de haine), et partager un article avec lequel je ne suis pas d'accord, dans le seul but de le démonter point par point.

Mais pourquoi tant de haine ? Parce que la tribune de M. Marlière dans le Nouvel Obs est la plus représentative du grand problème d'une partie de la gauche dans l'affaire la plus clivante depuis de nombreuses générations, celle du Pass Sanitaire, et qui n'est pas du tout le problème que l'auteur imagine. Autant de vous prévenir que je fais la faire longue, vous pouvez déjà vous préparer la boisson chaude de votre choix avant de lire, et même des pop-corn si vous voulez. Mon but n'est pas d'écrire un simple billet d'humeur, mais de fournir un argumentaire solide et le plus exhaustif possible aux personnes qui se sentent isolées dans ce qui n'est plus une polémique ni un débat houleux, mais

une fracture douloureuse de la société. Et d'en profiter pour élargir le débat au-delà même des question sanitaires, que leur monopole des idées rend technocratiques, et même vers un chouïa de philosophie politique, quitte à me permettre au moins une petite digression. Cette idée couvait déjà dès les débuts de ce mois de fracture sociale, donc avant cette tribune, qui en est le prétexte idéal. Celle-ci n'est pas ma véritable cible. Son contenu, que j'ai jugé représentatif comme dit plus haut, sera en quelque sorte liquidé « pour l'exemple. »

Je précise tout de suite ma position : je pourrais résumer grossièrement en disant que je fais partie des personnes pro-vax (étant d'ailleurs vacciné) et anti-pass, car je vous assure que c'est possible et même pas si minoritaire qu'on le croit. Mais c'est un peu plus complexe que ça : je ne sépare tout simplement pas ce dispositif sanitaire des mesures annoncées de façon calculée dans la même allocution présidentielle du 12 juillet, avec une violence qui a surprise les citoyens : réformes des retraites et de l'assurance-chômage. Il n'y a aucune raison de séparer les éléments de ce « pack » ultra-libéral, la hiérarchie des luttes revendiquée sur les réseaux sociaux n'est qu'un symptôme de la stratégie de division du pouvoir, dans une question qui est sociale et politique avant d'être sanitaire. Mais j'y reviendrais bien assez tôt.

Ma position, c'est déjà notoire, est intenable et inaudible au milieu du grand clivage social ou tout est tranché, caricatural, situation qu'aggrave une confusion omniprésente qui est la première et la plus grave sur laquelle je peux commencer mon attaque de la tribune :

celle entre Pass Sanitaire et vaccination obligatoire, car cette dernière mesure, plus saine, responsabilisante à l'échelle individuelle et ne désengageant pas l'État dont c'est en temps normal la pratique, n'est absolument pas celle qu'il a adoptée, le vaccin n'étant de facto pas obligatoire.

Quel est donc le problème de cet article ? Ils sont nombreux, et j'en ferais une liste et une analyse non exhaustive, réservant pour la fin le principal est le moins évident.

Le principal problème n'est pas tant le fond du propos, et le fantasme éculé d'une « convergence des extrême » entre la gauche et l'extrême-droite, qui donne l'impression que nous remontons le temps à l'automne 2018, au début du mouvement Gilet Jaune. J'en n'en reviens pas que l'équation « la gauche et l'extrême-droite manifeste côte à côte dans le même cortège » = « convergence des extrêmes » = « gauche confusionniste » marche encore comme si rien n'avait été dit et écrit de pertinent sur les mouvements post-gilet-jaune depuis trois ans, comme s'il suffisait d'un copié-collé des articles paranoïaques de l'époque. En fait c'est pire : ça marche mieux que jamais, et l'attitude de certaines personnes sur les réseaux sociaux (« de vive voix », le seul ami acharné contre le mouvement l'était déjà contre les GJ), montre une véritable volte-face d'un mouvement à l'autre. Je n'ai pas d'explication satisfaisante à cela au-delà de terreur pandémique et de la « stratégie du choc » qui l'accompagne, qui parasite le débat rationnel d'une façon

dépassant encore la terreur...terroriste de 2015 (qui ne fracturait pas d'ailleurs aussi profondément la société).

Le principal problème n'est pas tant non plus dans la façon dont ce fantasme est étayé et notamment les « sources », d'une insuffisante presque gênantes dans les colonnes du Nouvel Obs : des « micro-trottoirs » (!), des « enquêtes de terrains » même pas citées (je ne préjuge pas de leur pertinence, mais n'est pas non plus Mediapart qui veut), des « vidéos de manifestations » (sur TF1 ou sur Youtube ?). Nous aurons droit à une analyse sociologique poussées de la nébuleuse anti-vax, qui est toujours l'occasion de verser dans la caricature parce que ça ne fait pas de mal, mais aucun lien n'est établi entre elle et le mouvement social confusionniste qui effraye M. Marlière, dont le propos, back to 2018 again, se résume à « si vous marchez aux côté de l'extrême-droite, c'est que vous êtes complices ». Il serait plus honnête d'avouer qu'on ne sait pas grand-chose de ce mouvement après seulement cinq marches du samedi. Si vous voulez vraiment du subjectif, mais sans doute moins que des vidéos, des micro-trottoirs et autres témoignages de troisième mains, les témoignages d'amis qui ont participés au mouvement donnent un autre son de cloche. Aux questions que je posais, dès le lendemain de la première manifestation lilloise, à propos des forces en présence, et par exemple des drapeaux, on me répondait « un drapeau anarchiste un cinq drapeau français ». La suite des récits au fil des samedi fait état de milliers personnes sans étiquettes ni insignes, avec beaucoup de nouvelles têtes, peu politisées...et certes moins spectaculaires que les symboles, entre runes, soleils noirs et

marteaux de Thor, arborées en marge par les néo-nazis dont, pour couper court aux fantasmes les plus éhontés, mes amis très à gauche se tenaient à bonne distance (le risque de rixe interne est devenu concret depuis au moins le mouvement Bonnets Rouges, mouvement pré-Gilet Jaunes qu'il conviendrait par ailleurs de reconsidérer avec le recul). Ce ne sont pas là les récits d'une nouvelle Marche sur Rome. Bien sûr que ces témoignages témoignent d'un malaise, curieusement, qui va jusqu'à l'appréhension d'y mettre la première fois les pieds chez une amie anti-pass acharnée. Ma propre réticence a pour excuse la répression, sous l'aiguillon du retour permanent d'un trauma de 2016 (ma dernière manif date d'un an, la précédente du dernier mois de décembre du monde d'avant). Mais je peut nier le rôle qu'a pu jouer la perspective peu réjouissante d'esquiver les moins sympathiques des adversaires de la dernière heure de la police, dont le revirement a indéniablement brouillé et compliqué les discours. Et il faut bien reconnaître qu'en attendant que les syndicats bougent (en espérant plus de réactivité qu'à l'époque GJ. De toute façon la lutte n'attend jamais), le mouvement ne peut officiellement être dit « de gauche » (mais est-il pour autant massivement et ouvertement « de droite » ?). Ce qui est certain, c'est que rien ne permet de lui dénier le statut de mouvement social (« progressiste », à la rigueur, c'est plus complexe, sachant que l'association des deux termes et même la définition du second en particulier ne vont pas de soi). Ce déni injustifié ne peut à mon sens s'appliquer, dans les dernières années, qu'à la Manif pour Tous et à ses extensions, et aux manifs policières post-État d'urgence dont celles, illégales et menaçantes, de l'automne 2016,

pour le moins, étaient de vraies Marches sur Rome (d'autant plus inquiétante si l'on songe que la vraie marche de 1922 s'est jouée au bluff). Transition facile pour revenir sur les symboles nazillons : il y a là un gros problème de spectacle, de spectaculaire-marchand même aurait dit Debord, dans ces manifestations et leur traitement médiatique, mais ce n'est qu'une vieille routine, et j'y reviendrai aussi.

Le principal problème de l'article n'est pas tant non plus, pour faire directement suite au précédent paragraphe, dans l'ossature même, inconsistante, de l'argumentation. J'ai déjà mentionné que tout le propos ne repose que sur une présomption de complicité, qui apparaîtra dans tout son grotesque au nœud de mon propos. Mais les intertitres sont révélateur d'autres sophismes. Inutile de s'attarder sur « Outrances verbales » qui marque clairement l'intention spectaculaire, mais c'est l'occasion de rappeler des dossiers historiques douloureux et pourtant indispensables : la puissance actuelle du RN ne serait rien sans la politique de surmédiatisation scandaleuse (ni oubli ni pardon pour le sinistre Serge « Batskin » Ayoub interviewé sur toutes les chaînes après l'assassinat de Clément Méric en 2013), initiée par le PS dès les années 80. Le gouvernement Macron, comme l'ensemble de la classe bourgeoise et des médias à sa botte (en-dehors du RN, qui reste et restera lui-même un parti bourgeois, quoiqu'il prétende) n'a qu'à reprendre le relai et bénéficier de l'épouvantail idéal qui est pour ainsi dire une créature de la gauche, au sein d'un parti dont est d'ailleurs issu M. Marlière (mais je veux bien lui laisser le bénéfice du doute quand à sa prise de conscience.

Il n'empêche que le discours de sa tribune rend difficile à imaginer son passage entre-temps au NPA). Et nous marchons tous dans cette combine, jusque dans nos partages sur les réseaux sociaux. Le danger de l'extrême-droite est réel (avec une nuance de taille que j'apporterai plus tard), mais sa mise en spectacle est une arme du pouvoir qui se retourne d'autant plus facilement contre les luttes à l'heure où le caractère hétéroclite du mouvement Gilets Jaune a, comme j'ai dit, brouillé les pistes. Passons, ce n'est pas encore le moment d'approfondir ce point. Il y a plus à dire sur le contenu même de l'autre intertitre : « Une nébuleuse ». Back to 2018 again and again, dirions-nous, mais avec un vrai biais d'analyse : à l'heure où la tendance des études sociologiques est de tout mettre au pluriel, ou plus aucun militant ne parlera de « la lutte » au singulier, M. Marlière choisit de parler d'une « nébuleuse » (concept...nébuleux?) comme d'un tout unis, ce qui ressemble fort à un oxymore, et surtout n'a guère de sens. Il n'y donc guère de sens à chercher dans la sentence sans appel que je peux la moins accepter : « une nébuleuse anti-pass qui est aussi, de facto, anti-vaccin ». L'éternel problème de tordre le langage pour donner l'illusion d'une évidence, qui vient nourrir ici un autre fantasme centriste (car même de gauche, M. Marlière raisonne comme un centriste), bien antérieur à 2018, à l'époque plus claire et simple, il faut bien le dire, où les « mouvances » sociales mal connues et hors de contrôles étaient exclusivement « d'ultra-gauche ». Concernant, le mouvement actuel, il serait plus pertinent de parler tout simplement, comme pour les Gilets Jaunes, de mouvement social hétéroclite, ce qui

n'est pas vraiment la même chose qu'une nébuleuse. Le pouvoir des mots.

Le principal problème n'est pas tant, pour conclure ce trop long préambule, dans les confusions qui s'ajoutent à celles de la prétendue « vaccination obligatoire », toutes trop grossière de la part d'un éminent politologue pour qu'on s'y soupçonne pas de la mauvaise foi, et je ne m'attarderais que sur une seule, insidieuse car faisant figure d'argument-massue sur un sujet ultra-sensibles entre tous dont M. Marlière, et c'est son droit le plus strict, a fait son cheval de bataille. Le reproche que fait l'auteur au mouvement actuel de compter dans ses rangs peu de « personnes populaires et précaires racisées de zones urbaines » mais surtout des « personnes blanches, de classes moyennes et d'âge mûr », peut en fait s'appliquer...à l'écrasante majorité des mouvements de gauche et des mouvements sociaux postérieurs aux années 80 et à la dépolitisation massive des classes populaires. Cette dernière est un vrai problème, aux causes éminemment complexes (et plutôt à chercher du côté des institutions que de la rue), central dans la désertification politique contemporaine, y compris si nous voulons en sortir. Mais au train où va M. Marlière dans une analyse qui donne l'impression d'une confondante naïveté, son usage reviendrait à renier toutes les luttes sociales de ces dernières années (pas que des militant de bases ont déjà franchi sans profit pour le débat) et à offrir une sorte d'ersatz de gauche, fallacieusement ouvriériste et anti-raciste, des pires clichés droitiers sur les « bobos ». Et également à faire une nouvelle « majorité silencieuse » de la « banlieue », puisqu'il est bien question

ici de ce territoire de l'imaginaire contemporain qui est le plus sacrifié des luttes socio-politiques, mais pourtant premier champs de bataille idéologique, auquel on n'ouvrira jamais les colonnes du Nouvel Obs ni d'aucun grand journal dans une presse fermée aux classes populaires. Et il n'est pas question ici de quelques militants présentables qui jouent le jeu de la politique politicienne, et encore moins d'une représentante autoproclamée des quartiers populaires, dont elle ne partage pas les conditions de vie, comme Mme Bouteldja, grande amie de M. Marlière qu'il persiste à défendre contre toute une gauche qu'elle s'est aliénée par des positions aussi confusionnistes que celles qu'il dénonce dans cette tribune, défense qui passait déjà par le procès en sorcellerie fasciste. Ce coup bas de ma part n'est pas si gratuit, car tout est lié : nous restons là dans une connivence de classe avec une intellectuelle qui, hors de ses provocations et de ses amitiés suspectes ne se résumant pas, depuis le comédien conspi jusqu'au chef d'État, à marcher côte à côte à bonne distance dans le même cortège, reste avant tout une libérale décomplexée. Rien là que de très banal, assez révélateur de la place de M. Marlière sur l'échiquier des « rebelles », et par conséquent de la fragilité de sa posture morale dans une tribune dont tout le propos, finalement, tourne autour de vulgaires questions de pureté. Quoiqu'il en soit, les classes populaires, elles, n'auront pas la parole : il est plus commode de parler à leur place. Fin de digression.

Il va de soi que le mouvement Gilet Jaune, rural, donc plutôt blanc, et pas forcément prolétaire, bien que précaire (vous remarquerez que la ruralité, la nouvelle venue sur la scène sociale, n'existe pas dans le monde de M. Marlière,

sauf pour y débusquer des sectes New Age), ne peut être que le cœur de cible de ce genre d'attaque au biais essentialiste. Ah ! l'essentialisme, l'identité, les grandes marottes de la nouvelle gauche, qu'elles ont surtout menée dans une impasse. C'est le principal problème, en fait, derrière cette partie du procès fait au mouvement. Ce discours essentialiste à la mode, et qui ne fait guère sens si on y réfléchit bien, comporte un grand danger : redéfinir arbitrairement qui est opprimé ou non, qui a droit de se révolter et qui n'est qu'un « enfant gâté » ou un « rebelle de salon », et saboter par la même occasion toute notion de collectif et toute conscience de classe, au profit d'une atomisation individuelle et groupusculaire de la société. Il donne trop facilement à la sociologie, dont la force de subversion n'est plus celle qu'on nous a vendu dans les années 60-70, qui n'est pas toujours le « sport de combat » célébré par Pierre Carles, l'occasion de montrer sa convergence voire sa connivence avec le pouvoir et l'idéologie libérale. En se livrant à une analyse sociologique prématurée (d'autant plus prématurée en regard le talon d'Achille de la tribune, qui sera au cœur de mon propos), M. Marlière évacue non seulement la question de l'évolution possible du mouvement (et qu'on ne m'évoque pas, à la mode libérale, le « réalisme », lequel, comme il est devenue coutume de le dire, n'est pas le réel), mais de qui est concerné par ce mouvement, qui a nous seulement le droit mais le besoin d'y être (et qui peut légitimement aussi y avoir peur de certains énergumènes...mais il est toujours possible de se trouver des alliés de poids. Or, sans parler de « réalisme », ce n'est pas impossible, je le prouverais tout à l'heure).

Toute cette rhétorique, et même le point plus spécifique de mon précédent paragraphe, le procès en embourgeoisement et en « blanchité » du mouvement, se trouve remis en cause par un grain de sable dans ce qui fait l'effet, du moins à une personne sensée, d'un twist final : l'entrée en lice de la CGT...que l'auteur choisit de mépriser comme les derniers des traîtres. « Pile je gagne, face tu perds », en quelque sorte. J'y reviens très vite, j'arrive au cœur de mon analyse.

Quel est donc le plus gros problème dans un article qui n'en manque pas ? Moins le propos, la façon dont il est étayé et la condescendance qui l'accompagne, que leur objectif même : car M. Marlière n'est pas vraiment « pro-pass ». C'est le grand problème de ce débat, à l'échelle de la société. Dans mon entourage, même sur les réseaux sociaux, pratiquement personne ne l'est. Les défenseurs de la mesure donnent plus l'impression d'être « anti-anti-pass », jusqu'à se faire l'avocat du diable, ce qui est la position militante la plus inutile et problématique qui soit. Ou bien d'être indifférents à la question, ce qui est plus excusable, malgré l'urgence de repolitiser la société.

Le plus cynique dans la tribune de M. Marlière, à l'image du cynisme politique de notre époque, est de reconnaître le caractère problématique du Pass Sanitaire dès le préambule. D'offrir à la fois le pour et le contre, et de faire comprendre qu'aucune solution n'est satisfaisante. « Ni pour, ni contre, bien au contraire », en quelque sorte, puisque le discours politique moderne est tombé au niveau d'une devise Shadok (pour mémoire, il s'agit d'une sorte de

spin off en court-métrage où les fameux piafs commentaient des images d'archives de la politique française).

Le caractère problématique est donc reconnu. D'un point de vue policé et édulcoré néanmoins. M. Marlière évoque ainsi la destruction du système de santé, mais commet l'erreur de faire du Pass une compensation en forme de pis-aller. Or que signifie le Pass, sinon la liquidation définitive de la Sécurité Sociale ? Voilà où je voulais en venir en refusant de distinguer cette mesure des autres menaces ultra-libérales proférées par Macron dans le même discours du 12 juillet, en refusant cette forme la plus pipée qui soit de hiérarchie des luttes. La Sécu, l'héritage du CNR, est morte en fait depuis le début de la pandémie, avec la mainmise, notamment, de la start'up Doctolib, et les problèmes qu'elle pose en terme de protection des données, sans parler de l'usage d'un cloud hébergé par Google, ou encore des affaires non liées directement à la politique sanitaire et révélées récemment par un numéro de Cash & Investigation, sur le pompage de données par le privé. La Sécu est morte et le CNR avec elle, et moi-même qui vous parle, je n'ai rien vu venir. Le Pass signifie concrètement que le carnet de vaccination (utile SI la vaccination était obligatoire, je répète) est inopérant, que les cafetiers et restaurateurs ne sont pas seulement promu flics mais agents de Sécu. Et si c'était une mesure d'avenir ?

La marchandisation de nos vies, contrairement au rêve libéral, implique de facto la répression, sans laquelle elle n'est pas possible, et qui représente elle-même un marché. L'autoritarisme de la mesure est bien mentionné par M. Marlière, mais davantage sur les moyens, et encore, que sur

les fins du dispositif. Si nous ne vivons pas (encore ?) en dictature, le danger pour la démocratie est réel. La pratique revenant concrètement à enrôler des commerçants dans la police sans leur demander leur avis et en les punissant plus durement à la moindre négligence que quantités d'agents assermentés en cas de bavure meurtrière (sans compter les agressions déjà commises à leur égards par des clients et vouées à se multiplier, certes inexcusables à l'échelle individuelle mais dont l'État ne pourra en aucun cas se dire innocent.), est déjà intolérable dans un État de droit. S'il y a bien une population au moins dont les citoyens de base feraient bien d'écouter la colère au lieu de distribuer de leçons de morale à tour de bras, c'est bien les cafetiers et restaurateurs. Cette situation intenable a peu de chance de durer, mais il n'est pas certain qu'elle disparaîtra tout à fait, même après l'État d'urgence. Le risque est sérieux d'une pérennisation du dispositif, fut-il très assoupli. Certes, nous ne vivons pas en dictature, certes, il est indécent de porter l'étoile jaune et d'évoquer l'apartheid. Mais l'acharnement des réseaux sociaux, et pas que, à le démontrer en devient suspect. L'exemple-type en est l'obsession, jusque dans les conversations courantes où la référence tend à devenir un réflexe pavlovien, de démontrer que nous ne sommes pas dans « 1984 » de Georges Orwell. Comment, nous ne vivons pas dans une œuvre de fiction des années 40 ?

Mince alors ! Exemple typique d'une opinion populaire naïve, en l'occurrence très loin d'être la plus problématique de la « nébuleuse », montée en épingle comme prétexte à une caricature infantilissante et condescendante de toute une partie de l'opinion qu'on refuse de connaître et de comprendre...sans pousser toujours soi-même la réflexion

plus loin. Bien sûr que « 1984 », comme toute dystopie et œuvre de science-fiction en général, est dépassé, non seulement dans la fiction, mais surtout dans la réalité (vous savez, celle qui a poussé les scénaristes de la série « Black Mirror » à jeter l'éponge). Le danger pour la démocratie n'est pas dans le passé le plus sombre de l'Allemagne ou de de l'Afrique du Sud, mais dans les rêves d'avenir mégalomanes des ultra-libéraux, et surtout de ceux d'Europe qui fantasment sans complexe depuis des années sur les régimes autoritaires. Même pas besoin d'ailleurs d'imaginer un totalitarisme franchouillard : la « démocrature » selon le mot officiellement entré dans la langue française, ou la « terrorisation démocratique » selon le concept de Claude Guillon, violent déjà constamment l'État de droit, qui n'a déjà plus aucune existence concrète pour des populations comme les jeunes de banlieue, les exilés, les personnes dans la rue ou les travailleurs aux conditions proches de l'esclavage dans le genre des livreurs Uber, dont la vie est aussi dangereuse que les populations précédentes du fait des accidents de travail (et je ne prend encore que des exemples extrêmes, par commodité) mais pas non plus pour les populations « privilégiées », dont je suis sans doute possible, dans le contexte plus ponctuels des manifestation, en une ère de répression pénale plus disproportionnée que jamais. Se focaliser sur les dictatures est le degré zéro de la critique politique, aussi consensuel qu'un avatar « Je suis Charlie » ou un t-shirt « Free Tibet ». Le propos que je viens de tenir est encore consensuel, mais le débat sur les libertés individuelles comporte une vaste zone d'ombre où nous nous montrons tous lâches, moi le premier : notre rapport à la technologie et à la surveillance

qu'il est son rôle de garantir. Un problème admis de tous, mais dépassant trop rarement le constat superficiel, car il nous faut admettre que nous avons tous concédé trop de chose à cette technopolice (le discours que je vous tiens ce moment-même, destiné à Facebook, constitue l'exercice très inconfortable d'un « combat depuis l'intérieur »).

Quel nouveau modèle de société fait saliver les bourgeois libéraux pour leur visions de démocraties ou de dictatures, on ne sait pas encore ? La Chine, bien sûr. L'inspiration chinoise du Pass Sanitaire, celle d'une politique sanitaire dont l'efficacité même reste à démontrer, est assumée noir sur blanc dans un rapport récent du Sénat. L'influence était comprise, en même temps, dès les premières menaces d'il y a environ un an, ma première informatrice qui s'en effrayait sur les réseaux sociaux étant au-dessus de tout soupçon de confusionnisme, pro-vax acharnée depuis des années et aux dernières nouvelles plutôt hostile au mouvement actuel. On ne peut balayer d'un revers de main l'idée que le dispositif, qui crée dans tout les cas un précédent, devienne la première étape d'un permis citoyen à point, tel celui mis en place par le régime chinois peu de temps avant la pandémie, auquel il ne manquerait même pas la reconnaissance faciale, promesse macroniste qui commence déjà à dater. Je ne dis pas que cela sera, mais le mouvement est enclenché, et un précédent est à voir comme un test d'autorité, dans la lignée du bras de fer de classe que la bourgeoisie européenne a commencé à jouer, d'abord en Grèce et dans les autres pays d'Europe du Sud, depuis la crise des subprimes et le triomphe de la croyance en l'austérité. Le risque démocratique est non seulement réel mais sérieux. Nous n'avons pas le droit de le

prendre pour les générations futures qui trouverons normal, elles, d'être scannées partout dans l'espace public, et trouverons bien normal un modèle à la chinoise. Il y a déjà beaucoup de réflexions à mener sur ce que nous trouvons nous-même normal, à commencer... par la carte d'identité obligatoire (je suis très sérieux). Entre cette carte aujourd'hui biométrique (merci la droite, pour changer, même si l'application du dispositif est plus tardive), et l'intrusion entre-temps, et croissante en intrusivité sous prétexte de chasse aux chômeurs ou de lutte contre le terrorisme (je me sais moi-même fiché d'office pour avoir fréquenté plus d'une fois les soins psychiatriques), du compte en banque et de la carte vitale, vous comprendrez que je rirais au nez de la première personne qui me reprochera d'utiliser Facebook, autre poncif qui revient en boucle actuellement sur Facebook lui-même (mais même pas uniquement sur Internet), qui ne dépasse jamais politiquement le stade des sempiternelles leçons de morale sur la consommation individuelle, comme on reprocherait à tel ou telle de manger de la viande ou de prendre sa voiture, et même l'aggrave en justifiant la résignation par la cohérence, voire la pureté. On avance à grand pas, c'est bien.

Le Pass Sanitaire pose un dernier gros problème auquel je n'aurais pas pensé sans l'intervention Facebook d'un écrivain par ailleurs talentueux mais que je ne dénoncerai pas : il fait du vaccin un privilège néo-colonial pour les touristes, dans des pays laissés de côté par la politique d'accaparement des doses par les pays riches. D'ailleurs, histoire de me faire encore plus d'amis, cette

dernière question rend légitime, jusque par la voix de l'OMS elle-même, la question de la pertinence d'une vaccination obligatoire pour toute la population, même jeune. Je ne me risquerais pas plus loin dans ce débat sur lequel je ne parviens pas à avoir un avis tranché, mais qu'on en retienne au moins que la concertation citoyenne, des fois, comme la solidarité entre les peuples, ça sauve la vie. Revenons au sujet du paragraphe : dans la mesure où l'accès au vaccin des français eux-même n'est rien moins que libre d'entraves bureaucratiques, la question du voyage, dans un ère d'apogée du tourisme de masse, relègue bien à l'arrière-plan du débat les querelles sans fin sur la pertinence du « libre choix ».

Il reste deux bonnes raisons de soutenir le mouvement actuel. La première et qu'il ne s'agit pas davantage d'un mouvement « contre le Pass Sanitaire » que les Gilets Jaunes n'étaient un mouvement « contre la hausse du carburant » (ou « pour polluer moins cher » comme disent encore quelques naïfs). C'est le résultat de deux ans de ras-le-bol d'une gestion calamiteuse d'une crise sanitaire interminable, ajoutés à des années d'humiliations. L'élargissement des revendications est tout aussi inévitable, et les appels à la grève des syndicats en sont les prémisses. Là où les mouvements des ces trois dernières années rencontrent l'incompréhension, c'est qu'un mouvement en général a besoin d'un rien pour mettre le feu aux poudres, et ce n'est même qu'à cette condition que les choses bougent et même flambent. C'est une constante dans l'histoire des luttes, mais il n'y plus guère d'éducation populaire, après des décennies de dépolitisation de masse,

pour enseigner correctement cette dernière (qui ne devait pas être dans la doxa marxiste, d'ailleurs, histoire de ne pas non plus se prendre au piège de la nostalgie). La seconde bonne raison tient dans la raison d'être de ce statut : l'urgence de contrer la fracture sociale d'une ampleur inédite, dépassant toutes les notions prévalant jusque là du « diviser pour mieux régner » (si le port de l'étoile jaune est indécent, le parallèle n'est pas exagéré entre cette fracture et l'affaire Dreyfus, celle dont il ne fallait surtout pas parler à table selon la célèbre caricature d'époque qu'Internet s'est bien sûr chargé de détourner avec humour). Une fracture qui est bien entendu voulu par le gouvernement, M. Gabriel Attal n'ayant pas hésité à la mener sur le terrain de la valeur travail et des besoins du capital, la France vaccinée devenant plus ou moins « celle qui se lève tôt ».

Bref, à moins de vraiment penser que la fin justifie les moyens (et l'efficacité de ces derniers est elle-même au-delà du douteux) d'un point de vue de gauche, le Pass Sanitaire est non seulement indéfendable mais intolérable. Que faire alors (aurait dit Lénine) quand on a le cœur à gauche (et le portefeuille pas trop à droite ?), qu'on ne glisse pas tout à fait le problème sous le tapis et qu'on dispose du bagage intellectuel d'un éminent politologue ? Ou même quand on est un militant de base capable d'écrire un bon article ou une bonne brochure ? On produit une réflexion de gauche. Ceux qui se sont essayé dans la grande presse ou les médias alternatifs de bonne tenue essuient les critiques acerbes de M. Marlière, mais il a tout à fait le droit de critiquer vertement des textes avec lequel il n'est pas d'accord, comme je le fait actuellement de sa tribune. Je

dois avouer que Reporterre, que je range dans les « médias alternatifs de bonne tenue », a eu plus d'une fois l'occasion de m'agacer, notamment sur des questions scientifiques, domaine où je n'ai jamais reconnues la politique comme une l'excuse de quoi que ce soit, d'autant que les deux domaines sont parfaitement conciliables (mais à part ça ma position est celle d'un anti-vax). En revanche, entre ce média et le blog Mediapart, on est bien d'accord qu'il n'est pas tout à fait question de suppléments de Minute ? Et la réflexion de gauche est aussi sur le point d'être suivie d'action (à l'appel à la grève de la CGT, il convient d'ajouter celui de Sud, syndicat réputé pour sa ligne intransigeante qui pèse dans le débat social). Un appel à la grève des soignants, surtout, revendication cruciale de la période pandémique. L'occasion d'enfin élargir les revendications, de plaquer d'un bon coup le social sur la table, de l'imposer dans la rue, de tirer le mouvement vers la gauche, croyez-vous ? Vous vous trompez lourdement, M. Marlière est formel : « le plus grand syndicat de France ajoute au confusionnisme ambiant ». Oui, vous avez bien lu. Conclusion d'un article où il est affirmé, comme dit plus haut, que nous n'avons pas affaire « à un mouvement social et progressiste ». Première affirmation que la conclusion ne remet pas en cause. La CGT, ayant déjà corrompu l'âme virginale du prolétariat en se préparant à marcher pour les soignants aux cotés d'obscurs groupuscules anti-vax (pour rappel, des personnes qui ne voient aucune utilité à l'existence d'un corps de soignants dans la société, et qui ont peu de chance tendre une main de leur côté), est sur le point de tomber au niveau de la Manif pour Tous. La peste brune nébuleuse tirera la rue vers la droite au lieu de

l'inverse, c'est fatal. Non seulement il n'y pas de mouvement social en ce moment, ce qui est encore assez crédible, mais il n'y en aura aucun, même quand il se passera sous vos yeux avec tous ses signes distinctifs. On croit rêver devant une tel niveau de déconnexion, une telle perte de contact avec le réel, même si ça n'a hélas rien d'inédit.

Il faut ici ouvrir une parenthèse indispensable : la nuance de taille promise plus haut au danger, dont je ne nie pas réalité, de l'extrême-droite. Celle-ci s'est prit une défaite cuisante aux dernières élections. Elle n'a remportée aucune région, comme en 2015, autre époque de terreur brune, qu'on pouvait légitimement craindre face à l'autre moitié de l'étau, une terreur islamiste à son paroxysme. L'humiliation est encore un peu plus grande aux municipales ou cette fois l'abstention record, la fameuse « abstention-piège-con » qui agace au plus haut point l'abstentionniste décomplexé un brin anar que je suis (hurlez, citoyens !) a piégé toute la droite. Cet dernière a repris du poil de la bête aux régionales, mais devancée d'une tête de président de région par la gauche qui arrive ainsi de peu en première place. J'ai cru constater depuis mes années étudiantes (mais je ne suis pas politologue), que ces élections ne laissent pas de grosses surprises aux présidentielles, qui les suivent d'assez près dans le temps. Le RN au second tour en 2022 n'aura probablement d'autre effet que de faire élire n'importe qui et surtout n'importe quoi au plébiscite (encore que celui-ci ait été moins unanimes en 2017 qu'en 2002. Pour ma part, étant mineur la première fois, je n'ai hélas pu prendre ma revanche

antifasciste quinze ans plus tard pour cause de piscine. Hurlez, citoyens !). Je crains fort que ce genre de hold-up ne finisse par devenir une routine de plus. Je ne dit pas que le pays de Voltaire et de Rousseau (tout est de leur faute, à ceux-là) restera longtemps une citadelle imprenable quand des pays comme la Hongrie, l'Ukraine, le Brésil, l'Italie, l'Inde ou le Japon, ainsi que les États-Unis l'espace d'une présidence (liste non exhaustive, hélas), sont déjà tombés. Mais la chute de la France des Lumières (par terre ou dans le ruisseau, comme vous voudrez) n'est pas encore à l'ordre du jour...oh, attendez, je crains plutôt à la réflexion qu'elle soit déjà consommée, et le coup de grâce n'est pas venue du côté qu'on nous a toujours vendu. Ce n'est pas l'extrême-droite qui est au pouvoir actuellement, qui réprime de plus en plus violemment les mouvements sociaux avec l'aide d'une police nantie de plus plus de pouvoir (c'est officiel depuis environ un an, il n'y a plus besoin de voter de nouvelles lois pour mettre en place un régime policier), qui a fait sombrer la Ve République dans l'abjection depuis les environs de 2015, dans la continuité politique Hollande-Macron, qui continue à creuser le fond de la fosse sceptique en marchant ouvertement, dans le sillage du remaniement ministériel de 2020, sur les plates-bandes couleur fumier du parti auquel le gouvernement a prétendument « fait barrage » trois ans plus tôt, ce n'est pas un gouvernement fasciste mais bel et bien fascisant et ose encore pleurnicher à un retour de bâton de cette idéologie brunâtre dont la prise de pouvoir ne ferait plus guère de différences qu'à l'échelle individuelle (ce qui est déjà intolérable si l'on se réfère à l'article 34 d'une certaine Déclaration de 1793, je ne sais pas si vous connaissez cette vieillerie...en revanche, si vous

voyez la cible la plus évidente dans les « personnes populaires et précaires racisées de zones urbaines », rien n'est moins sûr, je ne jurerais pas que grand monde au sein d'une population sous constante menace policière ne voit encore la différence, et parierais encore moins sur une mobilisation massive au sein la glorieuse Résistance de 2017, pour des raisons très bien expliquées dans le statut politique le plus bouleversant que j'ai eu l'occasion de lire sur Facebook durant ce lamentable entre-deux-tours. Inutile que j'en dénonce l'autrice, vous avez assez d'éléments pour reconstituer le propos).

Permettez-moi, avant de passer enfin à la conclusion de ce trop long laïus, une petite digression de philosophie politique, car je n'ai pas envie de ne faire que liquider un discours. De la philosophie politique très concrète et pas absconse pour deux sous, ne vous inquiétez pas (et vous toujours faire du zapping au besoin), en réponse aux présupposés crypto-centriste de M. Marlière. Un peu « De la misère en milieu bourgeois, vu sous ses aspects notamment intellectuels, et de quelques moyens pour y remédier. »

Impossible, face à ce qu'il faut bien appeler le déshonneur de la République, de souscrire au sous-texte idéologique de la tribune, qui relève d'une confiance exclusive en l'État et absolument nulle envers la rue, puisque la possibilité même d'un mouvement « social et progressiste » y est déniée. La crise a montré la faillite de l'État, sans nul besoin de souscrire à un quelconque discours anarchiste. Les travailleurs au front vous le dirons,

les soignants bien sûr mais aussi les professeurs qui risquent également leur vie dans des conditions de protection indigentes (oui ma brav'dame). La conclusion sur la faillite de l'État est celle d'un ami jeune vacataire à l'université (position privilégiée entre toutes, c'est bien connu), exploité sans vergogne par la hiérarchie d'une fac « en guerre » et au contact direct de celles et ceux qui ont eu la très mauvaise idée d'avoir vingt ans en 2020. Et tout ce petit monde est obligé de tourner sans rien attendre de l'État, parce qu'il n'y plus rien à en attendre, mais il ne s'agit pas précisément, en terme de libération individuelle, d'une expérience d'autogestion à la mode d'Espagne ou d'Amérique Latine. Sans pousser jusqu'à la lecture anarchiste encore une fois, la défiance envers l'État et l'autorité, vouée à se répandre de façon accrue dans la population, est déjà le tabou des tabous dans la culture française, pour d'évidentes raisons historiques, mais surtout étrangère à toute la philosophie de M. Marlière, qui nous sort le refrain le plus ringard de sa philosophie crypto-centriste, au-delà encore de la convergence des extrême, avec la peur des « anti-élite » . Or cette grande peur qui est le fond de commerce des, euh, pro-élite ? élitistes ? est fondée sur une contre-vérité : prendre au pied de la lettre les prétentions anti-élite de l'extrême-droite (on combattrais donc le fasciste en relayant ses mensonges ?), alors que celle-ci lutte seulement pour un « renouvellement des élites », dite aussi « révolution des élites ». Les seuls vrais anti-élites, ce sont les anarchistes, un mouvement qui n'a pas sa place dans la pensée politique française, vaguement confondu avec les libertariens (pas du tout anti-élites, par définition) et leur « conception égoïste » de la liberté

mentionnée dans la tribune, et fort à propos (j'ai dit un truc positif !), mais ce n'est pas le cas de tous ceux qui citent presque mot pour mots cette formule depuis le début de la pandémie. Mais il n'y a pas besoin d'être anarchiste (non, tout le monde ne peut pas l'être : c'est une idéologie, structurée comme telle et avec une Histoire, et pas une sorte de concept mou d'idéal bobo-humaniste universel née de quelque rêverie de saltimbanque. Le mouvement Gilet Jaune n'était pas « anarchiste », car dépourvu de structures idéologiques, mais indiscutablement « anarchisant » dans son mode d'organisation par la base. Quelque chose de radicalement autre.) pour céder à la perte de confiance envers les élites, le divorce total entre la tête et le reste du corps social (ou entre la tête et les mains, ça marche aussi, mais je n'ai jamais cru que le médiateur entre les deux pouvait être le cœur). Que l'on ne fasse qu'une millième « révolution des élites », car le monde n'a connu aucun autre bouleversement durable depuis les révolutions bourgeoises de l'époque moderne dont nos modèles démocratiques sont issus, révolution des élites qui a particulièrement cloché en Russie et en Chine, c'est un problème qui se posera encore longtemps. L'anarchisme, comme je l'ai dit, en tant qu'idéologie, est situé dans un contexte précis, tout comme les Droits de l'Homme. Les désirs auquel il répond sont universels, mais il est justement une réponse, sociale, culturelle. Et il conviendrait de replacer dans le débat d'idées, sans l'espoir non plus d'une nouvelle révolution espagnole, l'idée que nous n'avons pas besoin d'élites, que tous nos savoirs, idées, savoir-faire, talents puissent se partager sans hiérarchie entre individus qui auraient enfin accompli la liberté et l'égalité (au lieu de

les représenter, si vous me passez de revenir avec les gros sabots situationniste). À une époque qui n'était pas du tout insurrectionnelle, cette rêverie égalitaire aurait tout simplement semblé de bons sens....oui, l'expression « bon sens » a mauvaise presse, mais j'y vois surtout une expression populaire auquel il est devenu une mode pédante de prêter le sens savant qui nous arrange, et je l'emploie tout simplement comme contraire de « folie », dans son usage lui-même social et conformiste, celui qui consiste à vous traiter de fou, à vous taxer d'insanité, parce que vous pensez autrement que le groupe.

D'ailleurs, cette dernière phrase, éminemment politique, amène une digression dans la digression, qui nous ramène elle-même au cœur du sujet. Non, il n'y rien de complotiste à revendiquer de penser autrement, pas plus que n'est complotiste le doute, fondement de la science, pas plus que « se poser des question », et non, la liberté, même uniquement d'expression, n'est pas d'extrême-droite...il y a un péril démocratique auquel on ne pense pas, et plus grave qu'on ne l'imagine pour une chose en apparence insignifiante : la soupe au mot, la destruction du langage, et par là même de la pensée. J'ai vu en 2020 la prolifération des fake news concurrencées sur les réseaux par leurs spécialistes de comptoirs, comme si ces même fake news ouvraient un nouveau marché de l'indignation (l'indignation n'a rien de politique, elle n'est pas la révolte et encore moins de la révolution, et ne parvient à faire de l'activisme des réseaux sociaux qu'un miroir aux alouettes qui cache surtout un simple divertissement. C'est ce piège que j'essaye pour la première fois en ce moment même de casser de l'intérieur au lieu de continuer à m'y engluier).

Dans ce nouveau divertissement « fake news VS anti-fake-news », j'ai eu l'impression de voir quantité de gens apprendre un nouveau mot, quelque chose à ajouter à la grande tambouille, la grande soupe aux mots...et le langage politique en joue, comme dans l'accusation grotesque de complotisme lancée par M. Blanquer aux professeurs qui lui reprochait le tripatouillage d'une lettre de Jaurès lue à tous les élèves après l'affaire Samuel Patty (et sinon j'ai aussi surpris moi-même sur les réseaux un usage du même terme pour troller des féministes, par quelqu'un qui ne savait visiblement pas ce qu'il recouvrait). La responsabilité ne repose pas seulement hélas sur nous autres, sur notre capacité de réflexion, mais aux professeurs ainsi qu'aux intellectuels et aux universités (ces dernières sont hélas encore tributaire de l'État, au moins pour l'argent). On pourrait remettre de la complexité dans un débat qui reste scientifique avant d'être idéologique (sachant qu'il est possible, et même nécessaire selon mes conceptions d'influences situationnistes, de faire de la politique elle-même une arme contre l'idéologie, dont la critique est un autre impensé du débat social) : rappeler que « complotisme » n'est pas exactement synonyme de « conspirationnisme » (soit la structure du discours, et pas l'élaboration de théories du complot), que contrairement à ce que j'ai cru moi-même les « fake news » n'ont rien à voir avec les « légendes urbaines » ou toutes autres croyances populaires (il y a dans notre culture un réel problème envers les autres, dans le mépris de tout ce qui se rapporte de près ou de loin à l'irrationnel. Comment en serait-il autrement quand des domaines comme l'anthropologie et l'Histoire ancienne ont quasiment

disparues des universités, où les sciences humaines en général n'ont pas d'avenir, où les sciences dures elles-mêmes n'ont d'intérêts que changé en techno-sciences ?), que si les deux se confondent (les fake news se définissent par une intention d'intox), tout le monde, absolument tout le monde y croit à un moment ou un autre, et ça n'a rien à voir avec un complotisme fasciste et haineux, contrairement à ce que prétendait, en insistant bien sur le procès en haine de l'autre, une références dépassées des années 80 qui tournaient sur les réseaux sociaux (mais celles plus à jours étaient...en anglais, et tout le monde n'est pas anglophone), que la « zététique » n'est pas le « scepticisme scientifique » car elle n'est pas une science mais une philosophie (cette confusion me fait voir d'un mauvais œil l'engouement pour le « défi zététique », surtout en regard du désaveu mentionné plus haut de disciplines universitaires entières. Je ne saisis pas concrètement le problème, mais il s'en posera, c'est sûr. Et déjà, d'ailleurs, cette confusion sert l'argumentaire des pseudo-scientifiques eux-mêmes). Etc. Après le danger du complotisme, créons-nous un « complotisme contre le complotisme » ? Je dois dire que certains discours de presse à l'époque de pleine ascension du mouvement Gilet Jaune n'en étaient guère éloignés. Toute cette paranoïa, à une époque où la gauche en premier chef, et plus largement les « progressistes », nourrissent une obsession malade pour les questions de pureté, quête qui n'a plus besoin d'être politique mais peut être aussi scientifique, n'aboutit qu'à un culte du mépris et de l'infantilisation, jamais vierge de privilèges de classe. C'est à dire, histoire de raccrocher les wagons, un discours

élitistes. Qui ne rencontra face à lui, à défaut de révolution, que la révolte.

Revenons donc à nos moutons (si j'ose dire) pour conclure ma digression. L'idée que nous n'avons pas besoin d'élite est-elle tellement subversive ? Disruptive, ça, c'est indéniable. Mais si elle est subversive, et même si c'est un grand honneur pour cette toute petite déesse, alors c'est qu'il va vraiment falloir vraiment se battre pour retrouver une quelconque autonomie, celle qui va au-delà de la liberté selon les idées des années 70. Car nous sommes libres, assurément, mais le mot liberté, « il n'existe personne qui le comprenne » comme disait le très beau et dérangeant court-métrage « L'Île aux fleurs ».

Il est vraiment temps de conclure, d'autant que ma conclusion nécessite elle-même d'être un minimum développé.

Donc, nous n'aurons pas de critique de gauche du Pass Sanitaire de la part de M. Marlière, ni de beaucoup d'intellectuels de gauche, ni même d'un grand nombre de militant de base, même anarchistes ou anarchisants, qui trouve dans la peur d'être associé au fascisme le prétexte idéal à céder à la torpeur, celle qui domine le climat social depuis un temps que non seulement les moins de vingt ans mais aussi des personnes comme moi qui en ont quinze de plus ne peuvent pas connaître. C'est pour cette raison que vous, vous, vous aussi, toi là, vous êtes tous complice de l'extrême-droite en descendant dans la rue. Parce qu'il n'y a guère d'autres offres sur le marché politique. Il n'y aura

pas de critique de gauche suffisante parce que nous refusons d'en produire, dans la théorie comme dans l'action, et même nous descendront aux lances-flammes ceux qui la produiront avec toutes les compétences requises. Nous n'avons pas encore le pouvoir de vous censurer, mais au moins celui de vous culpabiliser, qui sert lui-même notre pouvoir de vous diviser et de vous isoler. Nous ne voulons pas de critique de gauche : cette lutte est d'extrême-droite, point. Imparable. Nous ne sommes pas face à un dilemme moral, mais face à un chantage, et pas à l'échelle de cette tribune, mais à celle de la lutte des classes. Ce chantage, plus qu'une devise Shadok sur la politique française, m'évoque une phrase beaucoup moins drôle, pour ne pas dire sinistre, plutôt située de l'autre côté de la Manche. Une référence que renieraient bien sûr avec horreur toute bonne conscience de gauche (à laquelle il reste bien un vaste choix de périphrases positives), mais qui me semble un parallèle pertinent, et sans doute plus qu'un parallèle :

TINA. « There is no alternative » . Le fameux slogan de l'Angleterre thatchérienne. Inutile de résister à la destruction de vos droits, à tous ce pour quoi vos ancêtres et vous-même vous êtes battus, car la seule alternative, c'est le goulag. Nous avons tout fait pour ça. La destruction des syndicats de mineurs n'est qu'un achèvement. Nous héritons de la convergence d'une précédente génération de libéraux avec les totalitarismes staliniens et fascistes pour détruire, entre 1921 à Kronstadt et en Ukraine et 1936 en Espagne, l'alternative la plus valable, le mouvement libertaire, alors aussi bien marxiste qu'anarchiste. Elle a

peu de chance de retrouver un jour sa puissance, à l'heure où même le réformisme est en ruine. Nous héritons en outre de deux siècles de destructions du lien social, des communautés, des savoir-faire, du bien commun (et non du service public, qui n'est qu'un pis-aller moderne déjà dépassé) et de l'autonomie des personnes à qui nous avons d'abord volé leurs terres avant de leur voler leurs usines. Il n'en reste presque rien en Europe, le boulot s'achève dans le monde. L'acte de naissance de notre ordre néo-libéral est le renversement, par une junte d'extrême-droite, d'une expérience de démocratie marxiste au Chili, et le boulot continue au Nicaragua et ailleurs avec l'aide de nos amis américains. Il n'y plus d'alternatives, plus rien à faire : soumettez-vous. Résignez-vous. Le défaitisme est la vertu du nouveau monde.

Ce monde est celui dans lequel nous vivons. On me dira que le parallèle trouve ces limite, et je pourrais répondre « oui, par définition ». Mais ce n'est même pas sûr. Le monde actuel est encore celui de 1973, bâti sur le sang dans les rues de Santiago, la date que certains historiens retiennent comme fin du XXe siècle. Les discours, les idées, les moyens d'actions politiques changent, mais le mode de pensée et d'action reste le même. Il n'est pas l'apanage des ultra-libéraux, mais peut être adopté, plus ou moins consciemment, à l'échelle individuelle et collective, par la gauche réformiste elle-même. Cette tribune du Nouvel Obs est un exemple parmi d'autres de cette confusion derrière la confusion. La question de la bonne ou mauvaise foi, de la lucidité cynique ou de l'aveuglement, de la « droiture » militante et des

contradictions, et toute question relevant de la responsabilité individuelle de l'auteur de cette tribune ne m'intéressent pas : il s'agit d'un maillon de chaîne dans l'élaboration et la diffusion d'un discours de classe. Car le mode de pensée post-thatchérien dont je parle n'est pas celui d'un bord politique ou d'une idéologie : il est bien celui d'une classe, la dernière consciente d'en être, la bourgeoisie.

Nous, citoyens de bases, ou même ceux d'entre nous qui refusons l'étiquette de citoyens, nous n'avons pas le droit d'être aussi bornés, complaisants, méprisants et veules que nos dirigeants. Pas le droit de céder à leur religion du cynisme, du défaitisme et du je-m'en-foutisme. Nos enfants ne nous le pardonneront pas.